



**REPORTAGE**  
Journées Mondiales  
des Jeunes Solidaires  
à Lille  
p. 2



**REPORTAGE**  
Le bus de la mixité a  
des ratés  
p. 4



**SOLIDAIRES, ICI ET  
AILLEURS**  
Dépasser les  
frontières  
p. 6



**PORTRAIT**  
Denis Péan, chanteur  
compositeur de Lo'Jo  
p. 7

### DOSSIER

## Plan Banlieues : Quelles ambitions pour l'éducation ?

Jacqueline Costa-Lascoux  
Directrice de recherche au CNRS, Présidente de la Fédération  
Nationale des Ecoles, des Parents et des Educateurs

La « nouvelle politique pour les banlieues », rendue publique le 8 février 2008, avait été annoncée comme un plan Marshall, un plan « Espoir banlieue ». Les ambitions ont été revues à la baisse. La réforme a, certes, le mérite d'exister et d'avoir débloqué des crédits. Il faut aussi reconnaître qu'elle se heurte à des difficultés ancrées depuis longtemps dans notre société.

Mais plusieurs préconisations des groupes préparatoires sur le « décrochage scolaire » et « la parentalité », réunis au Secrétariat d'État à la politique de ville, n'ont pas été reprises. De même, la réflexion du groupe « Jeunes et banlieues

» au ministère du Logement et de la Ville, ne semble pas avoir inspiré les rédacteurs du Plan Banlieues.

Quant aux associations, elles regrettent la place fort modeste qui leur a été réservée. En vérité, la réforme affiche une liste de mesures qui se veulent réparatrices « des échecs passés » : sécurité des quartiers, dispositifs de la deuxième chance, internats, entreprises d'insertion...

suite page 3



L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour intervenir dans les quartiers.

Avec 7 500 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 280 villes partenaires, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires. Leur principale activité est l'accompagnement éducatif dans les quartiers en difficulté.

Université Européenne  
de l'Engagement  
Dunkerque 26, 27 et 28  
août 2008  
Programme en page 8.

## Pas de quartier pour les inégalités !

Cette année encore, 150 000 jeunes vont sortir du système scolaire sans aucune qualification ou diplôme.

Dans le contexte d'une économie basée sur la connaissance, la mise à l'écart de tant de jeunes n'est pas acceptable. Faire en sorte que la majeure partie de la jeunesse de ce pays bénéficie d'un bon niveau de certification, c'est répondre à un double enjeu à la fois de cohésion sociale et de compétitivité économique.

Les politiques publiques récemment annoncées dans le domaine de l'éducation peuvent répondre en partie à des besoins en termes d'accompagnement éducatif, d'aide aux jeunes déjà sortis du système scolaire sans qualification

ou en difficulté d'insertion, ou encore d'émergence d'une élite issue des quartiers populaires. Cependant, un effort considérable reste à faire pour aider l'ensemble des jeunes à accéder à un niveau de qualification permettant leur insertion, pour accompagner les plus en difficulté dans leur parcours éducatif et ainsi prévenir ces trop nombreuses sorties du système scolaire sans qualification ou diplôme.

Notre ambition doit être de créer les conditions de la réussite de tous en modifiant en amont la trajectoire et le parcours éducatif du plus grand nombre de ces jeunes.

Rappelons que le rapport du Haut Conseil à l'Éducation sur l'école pri-

maire, paru en août 2007, pointe que 15% des enfants à l'issue de l'école primaire connaissent des difficultés sévères ou très sévères.

Ne réservons pas l'accès à la connaissance à une élite ! Notre société a tout à gagner de la ressource et de la richesse que nous rencontrons quotidiennement dans ces quartiers dits en difficulté. Il est de notre responsabilité collective d'imaginer des actions innovantes pour prévenir l'échec scolaire et assurer l'intégration de tous dans la société de la connaissance.

Aujourd'hui, nous appelons :

- à signer la pétition « Pas de Quartier pour les Inégalités » pour la mise en

place d'une commission d'enquête parlementaire sur la sortie du système scolaire sans qualification de 150 000 jeunes du système scolaire, chaque année,

- à interpeller vos parlementaires et vos nouvelles équipes municipales pour qu'elles se saisissent de ces questions, en leur envoyant une lettre de pétition (téléchargeable sur le site [www.pasdequartier.org](http://www.pasdequartier.org)),

- à participer à la première Journée du Refus de l'Échec Scolaire, qui sera organisée par l'Afev le 17 septembre 2008.

Signez et faites signer l'appel en ligne sur [www.pasdequartier.org](http://www.pasdequartier.org)



**REPORTAGE**

## Lille célèbre les JMJS

Lille fut cette année le point d'orgue des Journées mondiales des jeunes solidaires (JMJS). A l'occasion de cette 5ème édition, la place de la République s'est transformée en un lieu festif et convivial, mêlant forum associatif, espace de jeux collectifs, pique-nique et concerts. Tour d'horizon d'un événement unique en son genre.

Midi sonne à peine qu'un attroupement se forme déjà place de la République. Bénévoles associatifs, promeneurs curieux et badauds profitent du déjeuner concocté par l'Afev, ce samedi 17 mai, pour faire connaissance. Le ton est chaleureux mais les sujets néanmoins sérieux : discrimination à l'embauche à une table, conditions de vie dans les prisons à une autre.

Point commun à toutes ces discussions : elles sont animées par des jeunes engagés qui contribuent chaque jour à faire bouger les choses. Certains relatent quelques unes de leurs expériences, d'autres témoignent de leur volonté d'être utile. C'est justement là tout

l'objectif des Journées mondiales des jeunes solidaires, émule français du Global youth service day initié par l'ONU, que de valoriser l'investissement des jeunes et de promouvoir leurs initiatives.

En attendant le concert de Luke, le soir, de nombreuses animations sont proposées au public lillois. Parmi elles, une « roue de l'infortune » conçue par les bénévoles de l'Afev. Les passants sont invités à la tourner pour découvrir un motif d'inégalité qui les renvoie vers un stand. Baptiste, un étudiant de 20 ans, se laisse prendre au jeu. « Je ne réalisais pas qu'autant de jeunes sont victimes d'exclusion », commente-t-il. Quelques minutes plus tard, il signe l'appel Pas de quartier pour

les inégalités puis repart les mains remplies de documentations.

Comme pour de nombreux autres, son pas-



**APPEL**

## Principes fondamentaux pour un Service Civique Universel

Le Service Civil Volontaire, lancé en novembre 2006, concerne actuellement quelques 2 500 jeunes investis dans des missions d'intérêt général auprès d'associations et de collectivités. Son avenir est aujourd'hui entre les mains d'une mission sur le Service Civique pilotée par Luc Ferry, président délégué du Conseil d'analyse de la société, laquelle devrait rendre ses conclusions cet été. Une coordination d'associations qui accueillent des jeunes en Service Civil Volontaire, parmi lesquelles l'Afev, est à l'initiative d'un texte sur les principes fondamentaux pour un Service Civique Universel.



Le Service Civique Universel doit être vu comme un nouveau souffle donné à la participation civique dans notre pays. Choix majeur de société, il doit se traduire par une politique de jeunesse ambitieuse. Nous défendons donc la nécessité de faire de cette étape de vie un élément-clé du parcours citoyen des jeunes. Il en va de l'avenir de notre jeunesse, de l'avenir de notre cohésion sociale et de notre volonté de créer une nouvelle dynamique de société.

Nous défendons ensemble les principes fondamentaux suivants :

✓ **Une vraie étape de vie**

Pour être une expérience réellement transformatrice pour les jeunes qui la vivent, et une contribution utile pour les projets qui les accueillent, le service civique doit être un engagement à plein temps et avoir une durée minimale continue de six mois.

✓ **Un Service Civique Universel, accessible à tous les jeunes**

Affichant une vocation universelle, le service civique doit être proposé et accessible à tous les jeunes. Il est essentiel de mobiliser tous les moyens nécessaires pour le rendre effectivement accessible à tous, notamment à ceux qui en sont les plus éloignés.

✓ **Tirant partie d'une montée en puissance des services volontaires existants**

Les expériences de volontariat, notamment le service civil volontaire, ont permis de lancer une dynamique. Il faut s'appuyer sur l'évaluation et le développement de ces expérimentations pour construire un service civique de qualité et de plus grande ampleur.

✓ **Au service de missions d'intérêt général**

Le Service Civique doit être centré sur des

missions répondant à de réels enjeux sociaux et environnementaux en France et à l'étranger, et qui permettent de mobiliser et d'acquérir des compétences diverses (manuelles, relationnelles ou intellectuelles).

✓ **Un temps d'apprentissage et d'ouverture utile aux jeunes**

Tout en restant principalement un temps consacré par les jeunes à servir l'intérêt général et un temps d'apprentissage actif de la citoyenneté, le service civique doit leur permettre d'avancer dans leur projet personnel et professionnel.

✓ **Un temps de brassage social**

Le service civique est une occasion unique de faire vivre concrètement la diversité en faisant se rencontrer des jeunes et des publics d'horizons variés dans des missions d'intérêt général. L'égalité réelle dans le choix et la réalisation des missions et le brassage social

# Plan Banlieues : Quelles ambitions pour l'éducation ?

Retrouvez les  
dossiers de  
volontaires sur  
[www.education.  
france5.fr](http://www.education.france5.fr)

education.france 

## ► Suite de la page 1

Le Plan Banlieues regroupe quelques bonnes pratiques. Toutefois, nombre d'actions existantes, novatrices et efficaces, ne sont pas valorisées - la réussite éducative et le tutorat par exemple.

Des dispositifs qui ont prouvé leur caractère opérationnel sont passés sous silence : systèmes d'information adaptés aux demandes des parents et des jeunes, lieux d'écoute et réseaux de téléphonie sociale, Cafés et Maisons des Parents, guichets uniques pour centraliser les démarches relatives à l'éducation et à la formation, antennes itinérantes pour aller au plus près des adolescents et des familles, tutorat étudiant...

On peut également s'interroger sur le fait que les mesures de médiation, d'appui et d'accompagnement des familles n'aient pas été mentionnées, ni celles visant à l'accès aux institutions. Les groupes de travail avaient souligné l'importance du droit à la mobilité des jeunes, la nécessité de diversifier les méthodes d'apprentissage, notamment en recourant aux nouvelles technologies, le désenclavement des quartiers bien au-delà des seuls moyens de transport...

Le « busing », qui a été pratiqué aux États-Unis à partir des années 1970, a obtenu des résultats mitigés, car le déplacement « physique » ne suffit pas. Il devient même traumatisant et

humiliant, lorsqu'il ne s'accompagne pas d'un travail sur les codes sociaux et culturels.

Les associations s'attendaient à débattre de questions fondamentales : la politique des quartiers rejoindra-t-elle le droit commun ou bien accentuera-t-elle le ciblage sur des territoires et des publics spécifiques? Quelle politique de la ville pour favoriser les interactions périphéries/centres urbains et avec les zones rurales ou intermédiaires ?

Il ne suffit pas de proclamer le « vivre ensemble » et la « réussite de tous » si l'on ne précise pas les moyens d'y parvenir. Le souhait de Nicolas Sarkozy que « *la deuxième chance devienne pour notre République (...) une priorité comme l'école primaire le fut jadis pour la Troisième République* » a surpris. Comment comparer l'obligation scolaire, d'intérêt général, à une politique centrée sur l'échec ? Si l'égalité passe né-

cessairement par des mesures compensatrices des inégalités et des politiques incitatives en direction des plus défavorisés, elle suppose aussi de combattre la stigmatisation sociale.

Ainsi, le recensement des élèves décrocheurs n'a de sens que pour leur garantir un droit à l'éducation, non pour



## ZOOM SUR QUELQUES MESURES EDUCATIVES DU PLAN « ESPOIR BANLIEUES, UNE DYNAMIQUE POUR LA FRANCE »

### ✓ Enseignement privé

Ouverture de cinquante classes dans les quartiers en difficulté.

Création d'un Fond spécifique d'intervention.

### ✓ Écoles de la deuxième chance

Le dispositif sera généralisé avec une école par région et un site par département.

### ✓ Busing

Le « busing » sera expérimenté dans

« 50 sites » à la rentrée prochaine, dans les communes volontaires, avec des élèves de CM1 et CM2.

### ✓ Accompagnement éducatif

Généralisation du dispositif à tous les collèges et à 53 00 écoles primaires

de l'éducation prioritaire, dès octobre 2008.

### ✓ Internats réussite éducative

700 places de plus à la rentrée prochaine dans les internats de réussite éducative.

## Lycéens manipulés ?

Les élèves adorent leurs profs, c'est bien connu... Ils les aiment, les écoutent, leur obéissent au doigt et à l'œil... Ils adhèrent à tous leurs propos, suivent tous leurs conseils...

De leur côté, les profs instrumentalisent leurs élèves, c'est bien connu... lorsqu'ils doivent leur enseigner la littérature, l'histoire, la philosophie, la sociologie, on peut leur faire confiance : ils transmettent un savoir, développent l'esprit critique... Mais lorsqu'ils se mettent à parler politique, société, en écho à l'actualité, ils se transforment en orateurs propagandistes...

Et les élèves, pantins décervelés si facilement influençables, se retrouvent dans la rue, sans savoir pourquoi, à hurler des slogans dictés par leurs instructeurs. Mais pourtant, n'auraient-ils pas de réelles raisons d'y aller tous seuls, dans la rue ?

A-t-on besoin d'être manipulés pour s'apercevoir que l'éducation n'a plus rien de prioritaire ?

A-t-on besoin d'être manipulés pour comprendre que désormais, seuls les élèves « méritants », répondant aux exigences de « l'excellence pour tous », pourront recevoir les honneurs de la République ?

A-t-on besoin d'être manipulés pour constater qu'aucune réforme digne de ce nom ne propose une refonte de l'école, pour qu'elle réponde mieux aux défis de la mondialisation ?

A-t-on besoin d'être manipulés pour voir que les zones de relégation géographique et sociale que l'on nomme « banlieues » sont en train d'être désertées par l'Etat ?

A-t-on besoin d'être manipulés pour se rendre compte que l'on ne parle d'éducation – et donc de jeunesse – que pour dire qu'elle « coûte cher », niant ainsi qu'elle rapporte bien plus à un pays que l'investissement qu'elle nécessite ?

Certes, le mouvement lycéen n'est pas toujours organisé et crédible, certes il n'a pas la fougue idéologique de mai 68, certes il n'est pas une révolution enjouée et pleine d'espoir, mais il existe, bel et bien, et ce n'est pas en lui niant une quelconque légitimité que l'on fera la preuve que la jeunesse a une place dans notre société...

L'argument de la manipulation des jeunes a toujours été celui du pouvoir. C'est l'argument qui en dit long sur le mépris dans lequel on tient cette jeunesse fragile, qui a toutes les raisons d'être inquiète.

L'argument de la manipulation, c'est celui qui nie toute autonomie à ces futurs citoyens, pourtant très conscients des réalités qui les attendent, qui essayent de s'initier, malgré tout, à l'action politique. Sans grande illusion, peut-être. C'est ce qui rend cette mobilisation d'autant plus significative.

L'argument de la manipulation, venant d'hommes politiques qui en maîtrisent si bien les rouages, c'est celui qui désigne une corporation (les profs !) contre le reste de la société, celui qu'on utilise lorsqu'on n'a plus d'arguments politiques.

Non, je n'aime pas que les élèves manquent les cours, non, je n'aime pas qu'ils fassent des blocus parfois violents devant les établissements, non, je n'aime pas qu'ils confondent assemblée générale et récréation collective, non, je ne les trouve pas toujours cohérents... mais je les écoute, je discute avec eux, je les conseille aussi parfois c'est vrai : je les invite à réfléchir, lire la presse, se réunir, agir de manière constructive. Non, je ne les manipule pas.

En revanche, dans mon for intérieur, souvent, je les plains.

\* Professeure au Lycée Jacques-Feyder à Epinay-sur-Seine (93)

## Dépasser les frontières

Ils sont étudiants, européens et passionnés de photographie. Ces trois ingrédients sont suffisants pour donner naissance au projet « *Frontières en Europe* ». Une belle histoire qui se décline en quelques photos sur le site internet [www.frontiereseneurope.com](http://www.frontiereseneurope.com).

La frontière est souvent vue comme le symbole du lieu de tension, d'une distinction profonde entre les réalités mais aussi de la conscience d'un au-delà, et donc de la volonté d'aller vers l'autre.

C'est cette dernière acception qu'un groupe de neuf jeunes Européens a décidé de retenir. On est alors en 2005...

Quatre de ces jeunes sont français, étudiants à l'université de Compiègne en Picardie. Les autres sont espagnols, oriend'amis se posent alors beaucoup de questions, chacun dans leur coin, sur la frontière qui les sépare.

Ils vont se mettre en réseau et monter un projet commun, greffant au groupe, au passage, une Italienne motivée par le sujet. Passionnés de photographie, ils décident d'explorer leurs différences à travers ce média, en voyageant une semaine le long de la frontière franco-espagnole, confrontant leurs regards.

De l'Océan Atlantique à la Mer Mé-



diterranée, à chaque ville traversée, ils choisissent une carte postale, à partir de laquelle chacun part en quête d'images, fort de son interprétation personnelle.

Ce jeu leur permet de questionner les frontières inter-culturelles qui peuvent exister entre les représentations des Français, des Espagnols, des Italiens. Ils obtiennent à chaque fois un ensemble

cohérent de neuf regards portés sur une même image.

Le projet débouche, à leur retour, sur la réalisation de deux expositions simultanées, l'une à l'université de Compiègne, l'autre à celle de Ségovia. Des installations multimédia, en particulier des vidéo-conférences, relie les deux expositions, permettant aux visiteurs d'échanger sur leurs découvertes, et de

### CHRONIQUE e-VOLONTAIRES



**Régulièrement, le site e-volontaires.org se fait le relais d'initiatives et d'actions afin de contribuer à faire connaître les projets innovants et à favoriser l'échange de pratiques sur tout le territoire.**

Récemment, c'est « *Zebroek au bahut* » qui a ainsi bénéficié d'un éclairage particulier : l'association Zebroek/Chroma, située à Noisy-le-Sec, a en effet permis depuis 15 ans (et permet encore !) à plus de 1 300 collégiens et lycéens de Seine-Saint-Denis de faire un « *voyage musical* » à travers cinquante ans de chansons francophones et de musique moderne.

A l'issue de nombreuses interventions en classe avec les élèves, animées par des représentants de l'association et des musiciens (comme Pigalle, les Innocents, Zebda, Love Bizarre ou les Ogres de Barback), un magazine et une compilation de vingt titres rassemblent chaque année, autour d'un même thème, des morceaux décortiqués à la loupe... Cet objet d'analyse et de découverte est ensuite distribué à tous les jeunes ayant participé aux débats et à l'analyse « à la loupe » des textes et paroles proposés.

Pour l'édition de 2005-2006, c'est donc autour du thème « *Bizarre, bizarre...* » qu'ont été rassemblées les chansons d'artistes allant de Charles Trénet à Bams, en passant par Little Richard, les Rita Mitsouko, Nino Ferrer, Björk, les Wampas, Magma, Asian Dub Foundation ou Sanseverino... Sur cette base, des débats ont pu être menés, avec les jeunes, sur des questions comme « *qu'est-ce qui est bizarre ?* », « *ce qui est bizarre pour moi l'est-il pour toi ?* », « *qu'est-ce que l'invention ou l'originalité en musique ?* », etc.



## Le bus de la mixité a des ratés

Le projet de transporter les élèves des quartiers défavorisés vers les meilleures écoles est l'une des propositions phares du Plan Banlieues. Mais l'expérience, baptisée « *busing* », a déjà été tentée aux Etats-Unis, avec des résultats plus que mitigés. A tel point que la question s'est même invitée dans la campagne présidentielle américaine...

Transporter les élèves des zones prioritaires vers de meilleures écoles : c'est l'une des mesures présentées par Nicolas Sarkozy le 8 février dernier dans le cadre du Plan Banlieues. Le chef de l'Etat insistait alors sur l'intérêt, pour les enfants des quartiers les plus en difficulté, de pouvoir découvrir « *un autre environnement, d'autres camarades, d'autres enseignants* » et annonçait une expérimentation en primaire

dès la rentrée prochaine. Loin d'être un concept « *pionnier* » comme l'a qualifié le président français, le déplacement quotidien d'élèves socialement et scolairement défavorisés, ou « *busing* », a façonné le paysage éducatif des Etats-Unis depuis les années 50. A l'initiative d'organisations anti-ségrégation, de nombreuses municipalités ont été tour à

tour condamnées à faire venir dans les mêmes établissements des élèves d'origines ethniques différentes, et à assurer leur transport par car - d'où le surnom de « *busing* ». Cette politique « *d'intégration forcée* » atteint son apogée dans les années 70 et 80.

Dans le cas de Seattle, la ville adopte volontairement un plan de déplacement en 1978. Dès la rentrée suivante, des bus acheminent les enfants des quartiers Sud de la ville, habités surtout par des Afro-Américains et des Asiatiques, vers les districts du Nord, où les Blancs sont majoritaires - mais aussi parfois en sens inverse, des zones privilégiées aux zones pauvres. Alors scolarisée en primaire dans le quartier de Maple Leaf, Ellen ne se souvient pas « *de protestations importantes* » lors de l'arrivée des premiers élèves issus des minorités: « *Entre des enfants aussi jeunes il n'y avait pas vraiment de problème de racisme, se souvient la jeune femme. De mon point de vue la mixité marchait bien, j'avais des amis de toutes origines contrairement aux gens plus âgés de mon quartier.* »

Pourtant, au fil des ans, les critiques s'accroissent contre le *busing*. Certaines viennent des éducateurs eux-mêmes, qui soulignent que les enfants déplacés perdent plusieurs heures dans le bus chaque jour, ce qui limite leur temps d'étude et de loisir. Mais les attaques viennent surtout des habitants des quartier prospères du Nord de Seattle : une association de parents d'élèves juge que les familles d'enfants déplacés ne sont pas assez investies dans la vie de l'école, et obtient le vote d'une motion contre le *busing* en 1989. Plus insidieusement, de nombreuses familles prétendent craindre de voir leurs enfants au contact de gangs, et contournent le système en rejoignant le privé ou en déménageant dans les banlieues proches. Ainsi, en vingt ans, la proportion d'enfants blancs dans les écoles publiques de Seattle est passée de 66% à 41%.

L'institution scolaire elle-même ne jouera pas toujours le jeu. Dans le collège (qu'on appelle « *middle school* » aux Etats-Unis) qu'elle fré-



## Banlieues : beaucoup de bruit pour rien

Michel Kokoreff est sociologue, maître de conférences à l'Université Paris René Descartes. Il est Président de l'ACASA (Association des centres d'aide et de secours à l'adolescence - club de prévention) et a récemment publié « *Sociologie des émeutes* », chez Payot. Il nous livre ici un amer constat sur les dernières mesures prises en direction des banlieues.

Les quartiers pauvres méritent mieux qu'un plan com. Or c'est ce à quoi l'on a assisté suite aux émeutes de Villiers-le-Bel, entre novembre 2007 et février 2008, à l'occasion du lancement d'un énième plan pour les banlieues. La promotion de ce plan a occupé le devant de la scène, a fait beaucoup de bruit, puis plus rien, ou si peu.

De quoi s'agissait-il ? Il a successivement été question d'un « *plan Marshall* », d'un « *plan Respect et égalité des chances* », d'un plan « *anti-glandouille* », d'un plan « *Espoir pour la banlieue* ». Le discours du président de la

République, le 8 février 2008, évoquait tout à lui « *une nouvelle politique pour les banlieues* ».

Mais encore ? L'enjeu était de « *casser les ghettos* », de « *mettre la fin à la loi des bandes* », de favoriser un « *renouveau Republicain* », de « *bâtir une politique de la ville qui colle à la réalité de chaque territoire* », ni plus ni moins de « *réinventer la ville* ». Ritournelle que tout cela ?

On aimerait croire l'actuelle secrétaire d'Etat à la politique de la ville - symbole de la diversité,

icône de l'ouverture - lorsqu'elle annonce ses priorités (transport, formation, emploi, lutte contre les discriminations) tout en se parant de ses origines (« *moi, je viens des quartiers* », « *je tiens mes promesses* »), tant les enjeux sont importants.

Pourtant, le volontarisme politique a ses limites. Le scénario est immuable lorsque, suite à des émeutes et une fois rétabli l'ordre public, le gouvernement multiplie les promesses d'améliorer les conditions de vie des habitants dans les quartiers tout à la fois paupérisés, ségrégués, ethnicisés et racisés. Résultat ? On finit par

rien faire, jusqu'à la prochaine explosion. C'est à peine si les dispositifs mis en place sont évalués - ce qui est un comble pour une gouvernance faisant de l'évaluation et de la performance des principes essentiels ! Quant aux problèmes de fond (l'insécurité civile et sociale, la défaillance des services publics, le racisme et le déficit de citoyenneté), ils sont ignorés.

De sorte que dans ces quartiers dont on parle, où nous avons mené des enquêtes approfondies, règne un indéniable fatalisme pourtant non dénué d'ironie. « *Quoi de neuf ? Rien*



Nicolas Renard préside l'Observatoire des zones prioritaires. Il est principal du collège André Malraux classé « ambition réussite », dans les quartiers Nord d'Asnières (92). Il nous livre son regard sur « l'accompagnement éducatif », un dispositif de l'Éducation Nationale qui propose aux collégiens volontaires de bénéficier de « deux heures par jour, quatre jours par semaine, de l'aide aux devoirs, des études dirigées, des activités sportives et culturelles ». Ce dispositif est mis en place, depuis la rentrée 2007, dans plus de 1 000 collèges de ZEP.

En quatre ans, divers dispositifs d'accompagnement ont été mis en place au sein du collège, dont des interventions des étudiants de l'Afêv.

La première année, nous avons fait intervenir d'anciens élèves du collège (qui étaient devenus lycéens), sous la supervision de professeurs : une action plutôt dans la philosophie du tutorat, qui marchait très bien. Cette première tentative a été relayée par un dispositif du Conseil général permettant l'accompagnement de cent collégiens.

Dans le cadre de la mise en place de l'accompagnement éducatif, ce soutien est désormais proposé à tous les élèves, mais nous essayons de susciter le volontariat de ceux qui en ont le plus besoin. Les familles qui répondent le plus

spontanément à l'offre qui leur est faite sont, en effet, celles dont les enfants réussissent le mieux. Nous devons concentrer nos efforts sur ceux qui se sentent moins bien à l'école.

Ce dispositif se décline sous différentes formes. Un soutien est proposé aux élèves de troisième pour leur donner le coup de pouce nécessaire avant le brevet et l'orientation. Certaines études sont tout simplement silencieuses. Il semble en effet très intéressant de pouvoir proposer ce moment de silence à des élèves qui le trouvent très difficilement chez eux.

Quel constat dressons-nous aujourd'hui ? L'assiduité des élèves et le climat dans lequel ils travaillent disent à l'évidence l'aspect positif de l'opération. Il reste cependant une question essentielle, qui concerne les modalités du sou-

tien aux élèves qui connaissent les plus grandes difficultés scolaires. Vouloir aider des élèves qui ont d'importantes lacunes en essayant simplement de leur réexpliquer ce qui a été fait en classe dans la journée risque de s'avérer très inefficace - voire tout à fait rebutant quand les difficultés accumulées interdisent de suivre vraiment les explications données par le professeur.

Certains élèves ont besoin d'une autre forme de soutien, qui ne les isole pas de la classe mais qui leur permette de reprendre les bases qui leur manquent et de retrouver une dynamique de réussite. La personne qui veut prendre en charge le travail d'accompagnement doit le faire dans un lien très étroit avec l'enseignant, pour qu'il y ait véritablement cohérence. Les élèves en grand échec exigent que l'on travaille

autrement en classe. Mais ils demandent aussi que les soutiens qui leurs sont offerts soient bien coordonnés, pour éviter une accumulation inefficace des différentes prises en charge. Et ils demandent aussi que soit créé un réel lien à la famille. Cette dernière doit pouvoir comprendre ce qui est en jeu dans la mobilisation de l'école autour de leur enfant.

L'accompagnement éducatif est donc un atout pour le collège. Mais il reste beaucoup à faire pour que ce dispositif soit tout à fait efficace pour ceux qui en ont le plus besoin.

Nicolas Renard

Pour plus d'info sur l'Observatoire des zones prioritaires : [www.association-ozp.net](http://www.association-ozp.net)



## L'excellence pour tous

L'une des mesures du Plan Banlieues est la création de trente sites d'excellence dans les quartiers prioritaires. Précurseurs du projet : les lycées étiquetés « expérimentaux » en Seine-Saint-Denis. La logique qui sous-tend le projet est moins de favoriser l'émergence d'une élite que de déployer chez tous les élèves l'ambition de réussir. Entretien avec le collectif des équipes des lycées expérimentaux de Seine-Saint-Denis.



### Comment est né le projet ?

Le projet est né après les événements de novembre 2005, sous l'impulsion du directeur de Sciences-Po. Pour tenter de réfléchir à une réponse éducative à de telles « émeutes », des classes expérimentales ont vu le jour à la rentrée 2006, au sein d'établissements situés en ZEP. Il est important de préciser que les élèves de ces classes n'ont absolument pas été sélectionnés : ils ne sont ni meilleurs, ni moins bons que les autres. L'idée était d'encourager l'ouverture des élèves : ouverture intellectuelle, avec un aménagement interdisciplinaire des programmes ; ouverture culturelle, grâce à l'implication de grandes institutions culturelles ; ouverture aux entreprises partenaires, avec le tutorat, les forums des métiers et les stages ; ouverture au monde, avec des voyages pédagogiques excep-

tionnels ; ouverture aux autres, avec un travail de socialisation des lycéens ; et surtout ouverture sur l'avenir, avec un travail constant sur l'orientation, le choix des filières, des échanges avec de nombreux établissements de l'enseignement supérieur.

### Quelle évaluation en faites-vous ?

S'il est encore un peu tôt, certains indicateurs sont pourtant significatifs : les élèves sont moins souvent en décrochage scolaire, ils choisissent une orientation de manière concertée avec l'équipe, et font très rarement appel de la décision des conseils de classe. Ils apprécient les sorties plus nombreuses que dans les autres classes, les voyages à l'étranger, les rencontres avec des professionnels des entreprises. Ils ont une autre perception des enseignants, de l'école, et, nous l'espérons, du

monde. Les enseignants, de leur côté, ont pu développer des projets, soutenus financièrement par la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Les familles, de leur côté, semblent avoir une meilleure représentation des lycées concernés. Elles échangent avec les équipes pédagogiques. Il reste cependant un travail important à mener dans ce domaine.

### Quels sont aujourd'hui les freins au projet ?

Les enseignants travaillent de manière intense pour imaginer et faire fonctionner ce projet. Ils ont su aménager leurs programmes, travailler en équipe, se remettre en question, encadrer les élèves, monter de lourds projets... Tout cela, en travaillant quasiment à moyens constants. Aujourd'hui, toute

# « On a quelque chose à faire avec l'autre »

Lo'Jo, groupe nomade au premier sens du terme et aux musiques définitivement inclassables, a célébré la jeunesse avec l'Afev lors des Journées Mondiales des Jeunes Solidaires, le vendredi 16 mai à Avignon. Le groupe était également présent lors de la soirée organisée le 15 juin par l'association « Trop c'est Trop », qui milite pour le respect du numerus clausus dans les prisons. Rencontre avec Denis Péan, chanteur et compositeur du groupe.

**Pourquoi êtes-vous venus jouer à la soirée « Trop c'est trop » ?** C'est la deuxième fois que nous venons. Nous sommes préoccupés par le sort des prisonniers. Certains droits ne sont pas respectés, notamment celui d'un espace décent pour chaque personne. Les gens qui sont dans les prisons ne peuvent pas faire grand-chose. Moi non plus, si ce n'est être présent lors de cette soirée, pour intéresser les gens à ce problème. C'est une question de justice, de vie ou de mort.

**Comment définir le style de musique que vous jouez ?** Nous jouons et voyageons ensemble depuis vingt ans. Mais je n'ai jamais réussi à définir le style de notre musique ! Lo'Jo est le mot le plus proche que j'ai pu trouver. C'est une image, une invention, un blason. Le début d'un conte ou d'une devinette.

Pour écrire mes chansons, je puise dans mon univers poétique. J'ai déjà écrit trois livres. En fait, je suis ma meilleure source ! J'écris dans un style proverbial, énigmatique. C'est un français créolisé. Je conte la vie, l'histoire des gens, mais tout ça est concentré dans de petites formules poétiques. Lo'Jo met ensuite en musique ce que j'écris, ces fresques du monde comme il se présente à moi. On suit des pistes et des traces un peu effacées.

**Tu animes des ateliers d'écriture auprès des jeunes. Explique-nous ta démarche ?** J'interviens depuis toujours dans des collèges et lycées, des hôpitaux et des prisons. Là où les gens ont besoin de quelque chose. Je reçois aussi, en apprenant comment le monde tourne pour les plus jeunes. J'apprends leur langage, qui n'est pas le même que celui de nos grands-parents. Beaucoup de migration réelle et intellectuelle est passée par là. Le langage a tourné, j'ai tourné avec. Ces ateliers permettent un éveil à ce qui se dit, s'exprime, mais aussi à ce qui se tait. Certaines personnes doivent être des contrepoids à la parole majoritaire. Il existe aussi une parole secrète, qui se trouve dans le couloir des choses impossibles.

**Quelle est cette parole majoritaire ?** Les bouches

de cette parole sont la télévision, la presse conventionnelle, la voix politique. Elles conditionnent le message. La façon de dire les choses est la même. Tout le monde est sujet à être conditionné à ne voir les choses que selon un angle. Voilà pourquoi les vieux doivent rencontrer les jeunes, les locaux doivent croiser les gens de passage.

**Quels conseils donnerais-tu à un jeune ?** Chacun doit apprécier quel est son destin. Il faut connaître les autres qui forment cette société. Déjà, l'ignorance a gagné beaucoup de terrain. C'est important de causer avec quelqu'un et de voir qu'on peut avoir confiance en lui. Quand j'étais adolescent, quelques-uns m'ont donné des signes de vie, presque magiques. Ces signes ne sont même pas des mots, mais des présences immanentes dans notre destination, notre destin. Ces signes sont inédits. C'est toujours rare d'être avec quelqu'un. Il y a des milliards d'êtres humains, la rencontre avec tel ou tel est toujours unique. On a toujours quelque chose à faire avec l'autre.

**Pourquoi Lo'Jo a souhaité participer aux JMJS ?** Ce jour là, c'est Trio Lo'Jo qui jouera : c'est-à-dire Nadia, Yamina et moi-même<sup>1</sup>. Nous avons une relation particulière avec l'Afev. Nous nous sommes retrouvés à plusieurs reprises dans des événements organisés par l'Afev. Et à chaque fois, quelque chose se passe.

**Quels sont vos projets à venir ?** Le groupe sortira son prochain disque l'année prochaine. D'ici là, nous allons beaucoup voyager pour donner des concerts : Royaume-Uni, Algérie, Scandinavie, Géorgie...

Propos recueillis par Olivier de Pins

<sup>1</sup> - Un groupe à géométrie variable : la « base » de Lo'Jo est constituée de six musiciens. Mais le nombre de membres varie suivant les moments. Et Lo'Jo se renomme Trio Lo'Jo lorsqu'ils jouent à trois.



## INITIATIVES

### NUMERUS CIRCUS Des soirées pour dire stop à la surpopulation carcérale.

Le spectacle avait de quoi donner le vertige, ce lundi 15 juin aux Bouffes du Nord. Alors que Lo'Jo donnait de la voix, des trapézistes se baladaient sur leur fil dans les hauteurs du vieux théâtre. Un spectacle total, qui avait pour objectif de faire réfléchir les spectateurs sur le thème de la surpopulation carcérale. Cette soirée était organisée dans le cadre de la campagne « Trop c'est trop ». Le mouvement, lancé il y a deux ans, regroupe une trentaine d'associations dont l'Afev. Son but est de faire pression pour que soit respecté le numerus clausus dans les prisons françaises. Pour une place, un prisonnier. La règle est depuis longtemps bafouée. Alors qu'il ne devrait y avoir qu'une personne dans un espace de 11 m<sup>2</sup>, ils sont parfois jusqu'à sept détenus

à s'y entasser. 62 000 personnes sont actuellement incarcérées en France, beaucoup dans des conditions qui bafouent les lois européennes.

### RENCONTRE INTERNATIONALE DE JEUNES EN EGYPTE «I owe you respect» Construire une culture de paix.

La Fuaj recherche 4 jeunes français âgés de 20 à 25 ans pour participer du 25 juillet au 8 août 2008 à une rencontre internationale avec 24 jeunes venant d'Égypte, de Tunisie, du Maroc, d'Allemagne, des États-Unis et de France. Il suffit de parler anglais et de souhaiter échanger sur des sujets touchant notre société actuelle tout en vivant des moments de partage et d'interculturalité.

Le dossier de candidature est téléchargeable sur [www.fuaj.org](http://www.fuaj.org)

## HYPERTEXTE LA CHRONIQUE DE JÉRÔME STURLA\*

L'individualisation des comportements sociaux nécessite, selon Alain Touraine, de construire « une nouvelle représentation de l'individu et de la société ». La fragmentation du champ social induit une distance croissante entre les acteurs et les systèmes institutionnels censés réguler nos modes de fonctionnement collectif. « Penser autrement » est une invitation à reformuler le regard que nous pouvons porter sur notre environnement social en privilégiant la singularité de l'individu plutôt que son inscription dans des systèmes organisés. Cette réflexion paraît indispensable à l'heure où les nouveaux critères de la norme sociale reposent sur des compétences telles que l'autonomie, la polyvalence, la mobilité... Elle ne doit pas cependant conduire à isoler complètement l'individu des dynamiques collectives qui conditionnent notre vie en société.

Il s'agit de garantir « la reconnaissance des individus comme sujets égaux entre eux mais différents les uns des autres ». Ce point d'équilibre pourrait favoriser l'émergence d'un nouveau contrat social et civique à l'heure où la société des savoirs et la mondialisation bouleversent nos représentations du monde.

Déclinée dans le champ éducatif, cette approche conduit à considérer que le rôle de l'éducation nationale doit désormais permettre à chaque enfant de construire son individualité.

Ainsi, l'école ne doit pas refuser de prendre en considération les caractéristiques individuelles, psychologiques, sociales ou culturelles des élèves, au nom de l'égalité. Dans le contexte actuel, ne pas adopter cette posture éthique et pédagogique aboutit à favoriser ceux qui sont aidés par leur milieu et à pénaliser ceux qui ne peuvent s'appuyer exclusivement sur l'institution scolaire. Au-delà de cette focale sur l'éducation, l'intérêt paradoxal de l'ouvrage d'Alain Touraine est de proposer une contribution sur la place de l'individu dans nos sociétés modernes tout en pointant que « le thème de l'isolement, de la perte des relations sociales, est partout répandu ». Pour l'auteur, « ce n'est pas au nom de la société que l'on doit juger l'acteur mais au nom du sujet qu'on doit juger la société ».

\* Directeur délégué de l'Afev



# Université Européenne de l'Engagement

Dunkerque 26, 27 et 28 août 2008

Trois jours de débats et de réflexion sur les enjeux de la lutte contre les inégalités en France, en Europe et dans le monde. Venez retrouver les bénévoles, les volontaires, les salariés et les partenaires de l'Afev, dans une ambiance conviviale, au Palais des Congrès de Dunkerque !

L'Université Européenne de l'Engagement accueillera des chercheurs, des élus, des responsables associatifs et des représentants du monde de l'entreprise.

## Mardi 26 août 2008

Problématique : Société de la connaissance et lutte contre les inégalités

➤ 10 h à 12 h : Séance d'ouverture  
Présentation de l'Université Européenne de l'Engagement

➤ 14 h à 16 h : Séance plénière  
La société de la connaissance pour tous  
avec **Martin Hirsch**, Haut commissaire aux solidarités actives \*  
et **Marie-Thérèse Geffroy**, Directrice de l'ANLCI

➤ 16 h 30-18 h 30 : Workshops créatifs

## Mercredi 27 août 2008

Problématique : Un nouveau modèle éducatif pour la société des savoirs

➤ 10 h à 12 h : Séance plénière  
Quels types de savoirs faudra-t-il développer pour répondre aux attendus de la société de la connaissance en France et en Europe?

Quelles seront les incidences sur les types d'apprentissages ?  
avec un intervenant de la FREREF et  
**Araceli Vilarrasa** du *Projet Educatif de la Ville de Barcelone* \*  
Animation **Bernard Bier**, INJEP

➤ 14 h à 16 h : Quatre cafés-débats

✓ Un modèle éducatif renouvelé :  
les nouveaux enjeux de l'éducation non formelle  
avec **Bernard Bier**, INJEP

✓ *Barcelone* : expérience d'une ville éducatrice  
avec **Araceli Vilarrasa** du *Projet Educatif de la Ville de Barcelone* \*

✓ Apprendre tout au long de la vie :  
comment pérenniser les modes d'apprentissages dans le monde professionnel ?  
avec **Hervé Hernandez**, ANLCI et **Christian Leroy**, DRH de LUNUCH

✓ TIC et société des savoirs  
avec **Eric Nedelec** et **Elie Maroun**, ANLCI

➤ 16 h 30-18 h 30 : Workshops créatifs

## Jeudi 28 août 2008

Problématique : Quelles nouvelles formes de solidarité doit-on imaginer dans l'univers de la société de la connaissance ?

➤ 10 h à 12 h : Séance plénière  
Nouvelles solidarités et société de la connaissance ?  
avec **François-Pierre Boursier**, historien, animateur du réseau *Alerte*

➤ 14 h à 15 h 30 : Séance plénière  
Quels regards portent plusieurs acteurs sociaux sur ces nouvelles formes de solidarité ?  
avec **René Vandierendonck**\*, vice-Président à la région Nord Pas de Calais, un représentant de la *Conférence des Présidents d'Université (CPU)* et un responsable de la *BNP Paribas* \*

➤ 16h à 17h : Conclusion

Inscription sur [www.Afev.org](http://www.Afev.org)

\* invité pressenti



# « Le coeur de la société bat en banlieue »

Ressources Urbaines se présente comme une « agence de presse des quartiers » qui combat les stéréotypes sur la banlieue véhiculés par les médias. Portrait de l'un des



*fallait que le journal sorte en kiosques. Aussi, en 2001, on a créé Respect Magazine qui touche un large public, mais c'est encore insuffisant. »*

Le but de Ressources Urbaines est de proposer des articles écrits par un collectif de journalistes et illustrateurs professionnels issus des quartiers ou travaillant sur ces questions depuis plus de dix ans. « On ne fait pas confiance aux gens des banlieues. Il y a des a priori sur toute initiative issue des quartiers. Il faut vraiment montrer ce qu'on sait faire pour être entendu, et c'est ce qu'on fait. »

À 36 ans, Erwan Ruty est un jeune homme passionné pour qui le décloisonnement des quartiers se fera via une évolution des médias. Selon lui, les émeutes de 2005 ont permis une remise en question dans le milieu du journalisme. Le mouvement est enclenché, Ressources Urbaines le perpétue.

Sabrina Hamache

Diplômé en science politique et en histoire, Erwan est issu d'une famille aisée dont la mère a grandi entre l'Algérie et le Sénégal. Il s'est très tôt intéressé aux questions de coopération entre les pays du Nord et du Sud. En fréquentant, entre autres, des associations telles que Banlieues du Monde, qui propose aux immigrés et à leurs enfants de créer des projets de partenariat avec des associations africaines.

C'est en 1996 que ce « pur parisien, d'origine bretonne »

commence vraiment à s'investir dans les quartiers populaires. « J'ai tout de suite senti que le coeur de la société battait en banlieue, il y a plein de problèmes et c'est là qu'il faut agir. »

Pendant dix ans, il est membre permanent du mensuel *Pote à Pote* : « c'était le meilleur porte-parole de la banlieue. Nous avons essayé d'ouvrir le journal, de créer des passerelles avec des personnes qui ne connaissent pas les quartiers. Pour ce faire, il



### Une bande de jeunes du « neuf-trois » refait Le Monde

Après avoir pris connaissance de cette initiative, le quotidien a jugé que la qualité de son contenu justifiait une diffusion nationale (450 000 exemplaires), dans son édition du 15 janvier 2008 (datée du mercredi 16 janvier 2008).

Cette expérience de collaboration entre une agence de presse spécialisée, des institutions, un groupe de jeunes rédacteurs de banlieue et un organe de presse aussi prestigieux, est inédite.

## Volontaires ! n°14

Afev - 26 bis, rue de Château-Landon - 75010 Paris  
Tél. : 01 40 36 01 01 - Mail : [pole.national\(at\)afev.org](mailto:pole.national(at)afev.org)  
Directrice de la publication : Anne Korobelnik

Coordination, rédaction, réalisation :  
Nathalie Broux, Dylan Calves, Nicolas Delesque, Estelle Duquesnois, Paul Falzon-Monferran, Tanguy Fichou, Sabrina Hamache, Matthieu Lamarre, Eunice Mangado-Lunetta, Christophe Paris, François Perrin (PCC), Olivier de Pins, Elise Renaudin, Jérôme Sturla et Tanguy Tollet.

Crédits photographiques :  
Dylan Calves, Matthieu Lamarre, PCC et D.R.  
Conception graphique : Claire Le Roy  
Maquette PAO : Babette Stocker (PCC)  
Impression : Graph 2000 - BP 61203 - Argentan cedex

ISSN 1765-4408  
Dépôt légal à parution